



Comment concilier gestion forestière et fouilles archéologiques ?

une réponse

En forêt, la présence de sites archéologiques nécessite de prendre des précautions avant de réaliser des travaux forestiers. La gestion forestière donne l'occasion de découvrir des vestiges, mais aussi de prendre les mesures adéquates pour les préserver et les mettre en valeur.

Les travaux apportant un impact négatif sont :

L'exploitation forestière (chute d'arbres, débardages avec engins lourds) ;

Les travaux mécanisés de préparation du sol et les plantations ;

Le brûlage des rémanents ;

La création de pistes et d'autres ouvrages de terrassement ;

L'ouverture au public.

- La déclaration au préfet pour des raisons archéologiques n'est requise que pour des travaux portant sur une surface supérieure à 10 000 m² et affectant le sol sur plus de 50 cm de profondeur, conformément aux dispositions du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive (article 1 et article 4). Cela ne concerne généralement pas les travaux forestiers.

▲ **Principes juridiques en matière de fouilles archéologiques**

« Nul ne peut effectuer sur un terrain lui appartenant ou appartenant à autrui des fouilles ou sondages intéressants la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie, sans en avoir au préalable obtenu l'autorisation qui est délivrée par le ministre de la Culture ou le préfet de région. » (loi du 27/09/1941)

- ▶ Pour les recherches effectuées par le propriétaire du terrain, seul l'autorisation administrative est requise.
- ▶ Pour les recherches effectuées par un tiers sur un terrain ne lui appartenant pas, il doit obtenir l'autorisation administrative ainsi que le consentement écrit du propriétaire du terrain.

▲ **Découvertes fortuites**

Le découvreur et le propriétaire du terrain sont tenus de faire une déclaration rapidement, auprès du maire de la commune de situation, qui en informe le préfet.

Le propriétaire est responsable de la conservation provisoire des vestiges immobiliers ; la responsabilité des objets mobiliers incombe à son dépositaire.

Si les recherches présentent un intérêt public, les fouilles ne peuvent être poursuivies que par l'État ou autorisées par lui.

L'utilisation des détecteurs de métaux est interdite sans autorisation administrative préalable.

▲ **Le classement en monument historique**

Il peut être défini par le ministre de la Culture. A compter du classement, les vestiges ne peuvent être détruits ou déplacés ■635616.

Le travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, est soumis à autorisation préalable.



▲ La propriété des objets découverts

Elle appartient (si la découverte n'est pas le fait du propriétaire du fonds) pour moitié au découvreur, qui sera l'État dans le cas de fouilles exécutées par lui, et l'autre moitié au propriétaire du terrain.

L'État peut revendiquer ces trouvailles, moyennant une indemnité aux propriétaires.

▲ Protection pénale des vestiges

La destruction, la dégradation ou la détérioration d'un bien appartenant à autrui est punie de 3 ans d'emprisonnement et 45000 euros d'amende dans le cas d'une découverte archéologique faite au cours de fouilles, ou fortuitement, ou d'un terrain contenant des vestiges archéologiques. (art. 322-1 et 322-2 du code pénal)



Les fiches actualisées sont sur le site :
<http://www.ofme.org/foret-privee/fiches.php>
Pour nous écrire :
paca@crpf.fr

Centre Régional de la Propriété Forestière



Provence
Alpes
Côte d'Azur